Document actualisé en mai 2009

Pays : Côte d'Ivoire

TITRE DE LA PROPOSITION : RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ

Code ISO	Tour	Période		Total Budget USD	Historique approbation	Date du dernier paiement
		Prop. RSS	Plan sanitaire nat.			
CIV	5	2008-2012	2008-2012	8.697.752*	**Premier dépôt** : *07.03.08* **App. conditions W** : *n.a.* **Non approuvé** : *n.a.* **Nouveau dépôt** : *n.a.* **Approbation définitive** : *26.06.08*	29.09.08

*Il y a une petite erreur de calcul. La proposition demandait et a été approuvée pour US$ 8.697.749

SECTION I: PROPOSITIONS RSS ET POLITIQUES SANITAIRES NATIONALES : LIENS

Objectifs de la politique sanitaire nationale

Améliorer l'état de santé et le bien-être de la population dans un contexte post-conflit. Et en particulier :

- Résoudre les problèmes de santé et les dysfonctionnements au niveau du système sanitaire dus à la crise sociopolitique ;
- Réduire le taux de morbidité et de mortalité associés aux principaux problèmes de santé ; et
- Améliorer l'efficacité et la qualité du système de santé.

Objectifs de la proposition

Accroître et maintenir la couverture vaccinale grâce à un renforcement des ressources humaines, des services de santé, des fournitures et équipements sanitaires, de la logistique, de la reconstruction des structures existantes, du système de fourniture et de la distribution des vaccins, médicaments, consommables médicaux et autres éléments stratégiques et du système d'information sanitaire national.

Proposition : Objectifs spécifiques du développement du système de santé :

Soins destinés à la mère et à l'enfant & vaccination ciblés	*Portée du système de santé*
• Revitaliser 326 ICHF, 24 GH et 8 CSR dans 32 districts sanitaires entre 2008 et 2012.	• Renforcer les compétences du personnel sanitaire en matière de gestion dans 6 divisions centrales, 12 départements sanitaires régionaux et des équipes de gestion dans 32 districts sanitaires entre 2008 et 2012 ; • Améliorer la gestion de l'information sanitaire à tous les niveaux de la pyramide sanitaire entre 2008 et 2012.

SECTION II : MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS ET AFFECTATION DES FONDS

Identification des besoins non satisfaits, « goulets d'étranglement » et barrières :	Tâches/ activités proposées	Affectation des fonds	
		USD	%
Gouvernement, Gestion, Organisation • Services de qualité peu accessibles ; • Soutien inadapté pour le développement des plans sanitaires au niveau régional & niveau local ; • Textes de loi et réglementations inadaptés, définition imprécise des rôles et des fonctions ; • Faible participation des volontaires communautaires et ONG	• Organisation de missions par le niveau central pour la réalisation d'une surveillance annuelle, semestrielle, trimestrielle et tous les quinze jours des régions et districts sanitaires ; • Soutien et surveillance semestrielle des plans opérationnels pour 12 régions sanitaires ; • Organisation de journées de remise de prix pour récompenser les 5 meilleurs DDS et les 5 meilleurs ICHF ; • Diffusion de messages pour la mobilisation de la communauté.	2.201.565	25,4
Développement des ressources humaines/ Gestion des performances. • Manque de formation en gestion, planification et coordination des activités & ressources humaines à tous les niveaux ; • Profil des ressources humaines du secteur santé inadapté aux exigences requises par le paquet minimum d'activités réalisées par les structures sanitaires ;	• Développement du matériel didactique et organisation de formations pour 160 membres des équipes de gestion des 32 districts sanitaires [directives PMA pour les ICHF et les hôpitaux & gestion des déchets médicaux] ; • Formation destinée à 144 personnes [équipes de gestion au niveau central, régional & district] pour une bonne utilisation des outils de contrôle et d'évaluation des activités sanitaires ; • Formation destinée à 12 directeurs régionaux, 32 directeurs sanitaires départementaux et 6 cadres au niveau régional sur la surveillance, la gestion des ressources humaines et l'élaboration de plans d'action opérationnels ; • Formation/ recyclage d'au moins 800 agents sur l'application des directives PMA ; • Formation de 8800 agents sanitaires sur la mobilisation au niveau communautaire ; • Renforcement des compétences des gestionnaires de données en ce qui concerne l'utilisation et la gestion des données.	802.352	9,2
Médicaments, Equipements, Fournitures, Installations • Ressources financières limitées pour l'acquisition et l'entretien des infrastructures sanitaires ; • Distribution insuffisante et mauvaise gestion des médicaments et autres éléments stratégiques.	• Constitution d'un stock pour les structures sanitaires des 32 districts sanitaires ; • Reconstruction et équipement (fournitures de bureau) de 12 DR, 32 bureaux départementaux, 8 CSR, 24 hôpitaux généraux et 326 ICHF; • Création de 7 nouveaux districts sanitaires, 5 départements régionaux et 3 services centraux avec véhicules de surveillance type 4x4 ; • Fourniture d'unités mobiles à au moins 2 districts sanitaires & motocyclettes pour 100 ICHF.	4.377.855	50,3
Contrôle et Evaluation • Surveillance épidémiologique peu développée ;	• Développement des moyens de communication et sensibilisation à la santé ; • Surveillance coordonnée de la mise en œuvre des activités (tous les niveaux);	1.315.980	15,1

• Mauvais système national de gestion de l'information sanitaire : - mauvais état de l'équipement informatique et des moyens de collecte de données, compétences insuffisantes.	• Organisation d'audits internes annuels et évaluations intermédiaires et définitives ; • Equipement de 32 districts, 12 départements régionaux et 6 services centraux en matériel informatique et biens de consommation (y compris entretien) ; • Equipement de12 départements régionaux, 32 districts et 652 ICHF en outils pour la collecte des données ; • Evaluation des réactions aux épidémies ; harmonisation des données de surveillance ; intégration des données du SS privé.		
Frais généraux	----------	----	----
TOTAUX		**8.697.752**	**100,00**

Déficit de financement du secteur de la santé : non spécifié

SECTION III - CONTRÔLE DES PERFORMANCES & ÉVALUATION DES ACTIVITÉS

Indicateur	**Valeurs de base** 2006	**Objectifs** 2012	**Source des données/ Informations**
Résultats/ Rendement :			
• Couverture nationale par le DTC3 (%)	77%	90%(2011)	Département des ressources humaines, Inspection sanitaire & Rapports des districts et départements régionaux
• Nombre / % de districts ayant atteint une couverture par le DTC3 ≥80%	46%	100% (2011)	
• Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans/ pour 1000	84 (2005) [55% enfants; 39% mères]	50 90%	
• Pourcentage d'enfants de 6 à 59 mois et de mères ayant reçu des suppléments de vitamine A	57%	70%	
• Pourcentage d'accouchements assistés par du personnel qualifié	75%	100%	
• Pourcentage de femmes enceintes contrôlées séropositives et soumises à une thérapie ARV.	10%	50%	
• % de centres sanitaires soumis à un contrôle des EGD (*Equipes de gestion de district*) à au moins 6 reprises au cours de l'année écoulée ;	0%	75%	
• % du personnel sanitaire formé ;	0(2007)	25	
• Nombre d'ICHF sanitaires récompensés ;			
• % de DDS équipés de matériel informatique pouvant être utilisé pour la gestion des données ;	Non spécifié	Non spécifié	
• Nombre de districts et de régions sanitaires qui ont organisé un contrôle annuel de leurs plans d'action ;	0 (2007)	10)	
• Nombre d'évaluations des réactions aux épidémies.	0 (2007	1	

SECTION IV : DÉVELOPPEMENT, SOUTIEN ET GESTION DE LA PROPOSITION

Gestion de la mise en œuvre au niveau national : Comité technique HSCC [lequel inclut le directeur Planification & Evaluation.]

Canalisation/ gestion des fonds: seront versés sur un compte spécial ouvert auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest par le Ministère de l'Economie & des Finances. Les fonds seront transférés chaque mois sur des comptes spéciaux pour chaque district sanitaire auprès de la Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit & au nom du Département Information, Planification et Evaluation. Les signataires sont : le directeur de l'Information, Planification et Evaluation, le directeur des Affaires financières près le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, l'Agence comptable centrale du Trésor & le CCIA. Des audits financiers sont prévus.

Stratégies proposées pour garantir la viabilité des activités: Non spécifié.

Collaboration avec/ engagement d'autres organisations

i) *Conception & Planification de la proposition* : OMS, UNICEF, PDNU, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Office national), FNUP, MESURE/Evaluation/JSI

ii) *Gestion de la proposition* : Non indiqué

iii) *Mise en œuvre de la proposition :* Non indiqué

Autres soutiens financiers pour le RSS: 2007-2009 : US$ 20,29 millions versés par l'UNICEF, OMS, PEPFAR.